	Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme
	Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
	Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Madame VINCENT Marie-Pierre, maire de Saint-Paulien
SIRET/SIREN
21430216800015 / 214302168
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
Mairie de Saint-Paulien 1 rue des Remparts 43350 SAINT-PAULIEN 04.71.00.40.88 mairie@st-paulien.fr
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Madame DUSSAUD Brigitte, adjointe au maire, responsable de l'urbanisme

Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Mme Catherine CHAZOT
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
catherine.chazot@st-paulien.fr
2. Identification du PLU
2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))
PLU
2.2 Intitulé du document
PLU de Saint-Paulien (Haute-Loire)
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
Approuvé le 04/08/2011, disponible sur le site internet : https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/map/#tile=1&lon=3.8177936075099392&lat=45.13528636193658&zoom=17&mlon=3.821292&mlat=45.134796
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
Commune de Saint-Paulien
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
Secteur concerné par la mise en compatibilité du PLU : lieu-dit Bertaud – parcelles bâties cadastrales BE n° 485, 489, 492, 495, ainsi que les BE n° 322, 323, 324 et 494 pour les bassins de rétention et canalisations (cf. Annexe 3), pour une superficie totale d'environ : 1,87 ha. Voir rubrique 8 et Figure 1.
3. Contexte de la planification
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité (SRADDET) Auvergne-Rhône-Alpes (AURA), approuvé par le préfet de Région le 10/04/2020

(intégrant le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets - PRPGD)
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
SCoT du Pays du Velay approuvé par le Comité syndical le 03/09/2018
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
<p>Outre le SCoT déjà mentionné, la commune est couverte par les schémas et plans suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Loire-Bretagne 2022-2027, adopté le 03/03/2022 ; - Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Loire amont, approuvé le 22/12/2017 ; - Plan Climat-Air-Énergie Territorial (PCAET) de la Communauté d'Agglomération CA du Puy-en-Velay 2018-2024, validé en 2019 ; - Programme Local de l'Habitat 2019-2025 de la CA du Puy-en-Velay, approuvé le 20/06/2019.

3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?
<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale

☐ Oui
☐ Non

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine

4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique

Mise en compatibilité du PLU (MECDU)

4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU

4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)

2 435 habitants en 2019 (INSEE)
Le nombre d'habitants peut légèrement augmenter en été par l'occupation des quelques résidences secondaires.

4.2.2 Caractéristiques spatiales

Superficie totale	4 042 ha			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	% de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	% de la superficie du territoire
zones U	244,9	6	246,8	6
zones 1 AU	40,0	1	40,0	1
zones 2 AU	0	0	0	0
zones A	1 882,8	47	1 882,8	47
zones N	1 874,1	46	1 872,2	46
Total	4 041,7	100	4 041,7	100

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

L'évitement de l'étalement urbain par le renouvellement urbain et la construction dans les zones proches du bourg figure à l'objectif 2 du PADD (cf. Annexe 4). Cependant aucune donnée chiffrée concernant la consommation de l'espace et la lutte contre l'étalement urbain n'est fixée.

4.3 Caractéristiques de la procédure

4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

L'objectif est de réhabiliter les chalets touristiques existants pour un usage d'habitation. Le site concerné a fait l'objet d'un permis de construire sous le nom de « Parc de St-Paulien », accordé le 12/09/2008 pour la réalisation de résidences de tourisme avec un espace restaurant : 55 logements en 61 lots à usage privatif amenant à l'arrivée estimée de 183 nouveaux habitants. Or, le promoteur après avoir commencé en 2010 les travaux a déposé le bilan sans avoir achevé l'ensemble des résidences (entreprise radiée le 03/10/2014, lendemain du jugement de clôture pour insuffisance d'actifs, et jugement audience pénale le 07/12/2021). Aujourd'hui, le contexte économique ne permet pas la viabilité d'un tel équipement touristique.

Les chalets sont inoccupés, vandalisés / pillés (pillages de matériaux encore constatés en décembre 2022) et furent anciennement squattés. Ils posent un problème de sécurité des personnes malgré un grillage installé à l'entrée pour en interdire l'accès.

Pour ce faire, la mise en compatibilité du PLU vise à passer :

- **d'une zone résidentielle touristique en zone naturelle dite « NL » en une zone urbaine de type hameau UBac** puisque l'ensemble du secteur est bâti et desservi par l'assainissement collectif (à définir plus précisément ultérieurement lors de la mise au point du futur règlement) permettant le lotissement résidentiel, raccordé au réseau d'assainissement collectif ;
- **de zones N (parcelle BE n°323) du bassin et NL (parcelle BE n°494) à une zone NLa** permettant les équipements d'intérêt collectif, soit ici l'aménagement d'un bassin de rétention des eaux pluviales.

Cette mise en compatibilité permettra de favoriser la réhabilitation des chalets existants (changements de destination possible avec quelques modifications du règlement telles que le respect d'une distance aux limites séparatives de 2,5 m en zone UB et des baies plus larges que hautes. Le terrain étant situé dans un site patrimonial remarquable, (SPR), les règles relatives à l'aspect extérieur des façades seront rédigées en concertation étroite avec l'architecte des Bâtiments de France qui a déjà émis un favorable de principe à ce projet de réhabilitation.

4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

<p>Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>4.3.4 La procédure a pour objet :</p>
<p>- de créer un espace boisé classé</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>- de déclasser un espace boisé classé</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et les superficies</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et les superficies</p>
<p>Zone concernée : au lieu-dit Bertaud (cf. Figure 1) : parcelles cadastrales BE n° 485, 489, 492, 495, ainsi que les BE n° 322, 323, 324 et 494 pour les bassins de rétention et canalisations (cf. Annexe 3), à noter que les constructions sont déjà existantes pour la très grande majorité. Le site jouxte au nord le complexe sportif qui comprend un centre de bien-être avec piscine et un restaurant. Superficie concernée : 1,87 ha au sein de la zone NL au PLU actuel reclassés en zone UB.</p>

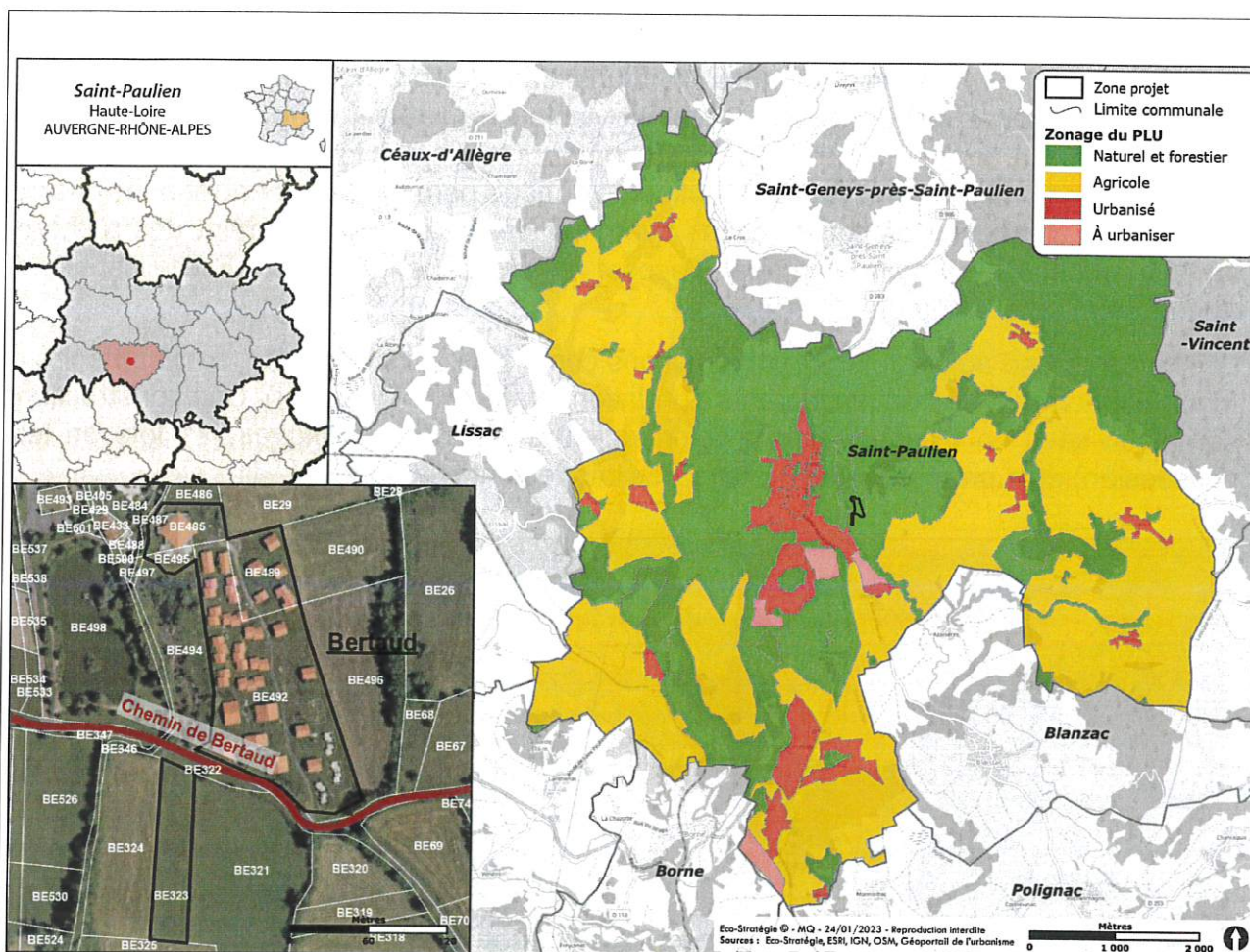


Figure 1 - Localisation du projet de MEC au sein du zonage du PLU à l'est du bourg-centre de Saint-Paulien (en noir, carte de droite), et parcellaire concerné par le projet (en bas à gauche)

- de créer de nouvelles protections environnementales

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et leurs superficies

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et leurs superficies

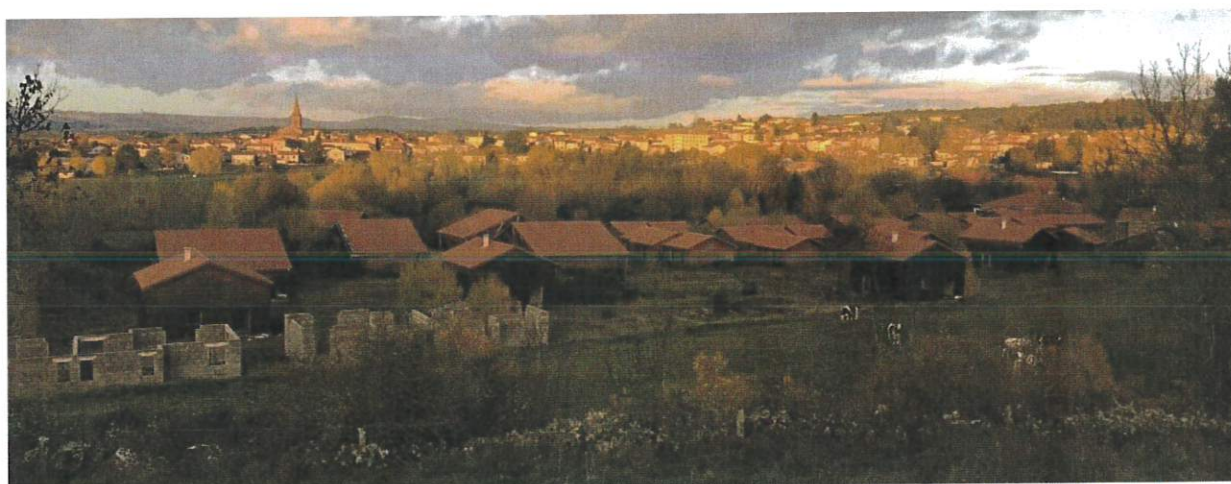
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet

- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet

Le projet consiste à reclasser les 4 parcelles aux chalets inachevés, abandonnés et vandalisés actuellement en zone naturelle touristique NL en zone urbaine de hameau UB à vocation d'habitat, secteur UBac. Ce projet viable sera réalisé, avec une co-maîtrise de la commune, via un promoteur avec les 18 copropriétaires des lots acquis au moment du permis de construire d'alors : la modification de zonage permettra de réhabiliter les chalets existants et d'achever les constructions avec leur desserte : raccordement des réseaux, aménagement de la voie centrale d'accès restant à terminer (cf. Photographie 1, Photographie 2 et Photographie 3).

Le site comprend aujourd'hui 27 constructions complètes, 3 incomplètes (socle bétonné et murs uniquement) et 4 emplacements (fondations tracées uniquement). Ces constructions seront divisées en 61 lots répartis, a priori, entre les 18 propriétaires (21 lots en leur possession) et le promoteur propriétaire des lots restants (40 lots).

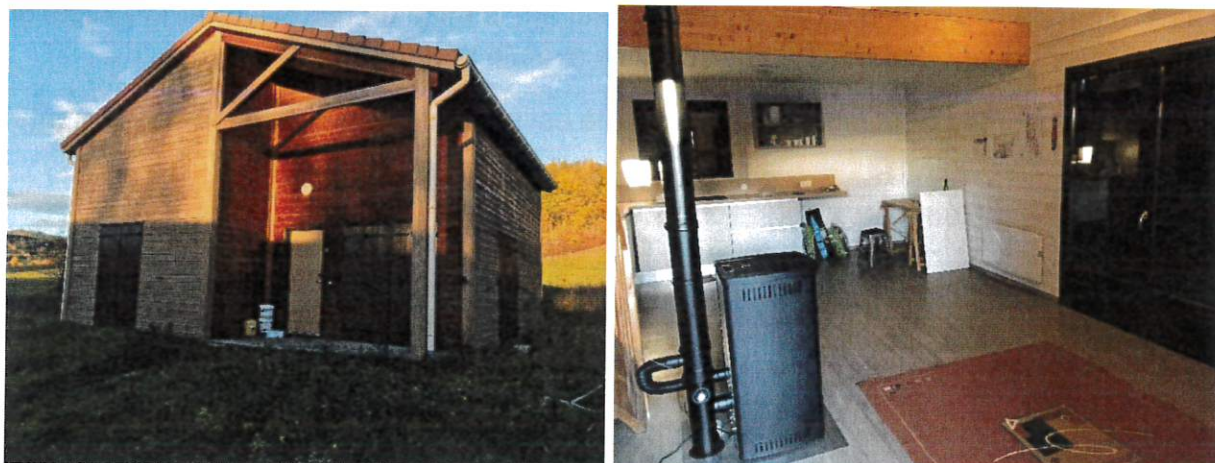


Photographie 1 - Vue de l'est (pied de la colline de Bertaud) sur les chalets terminés et ceux arrêtés (murs)





Photographie 2 - Etat extérieur et intérieur des chalets



Photographie 3 - Premier chalet « témoin » réhabilité par l'actuel promoteur avec l'accord de l'ABF (état visé pour l'ensemble des chalets – toit en tuile / terre cuite)

Cette réhabilitation en logements permettra une mise en sécurité du site soumis actuellement à de la fréquentation anarchique (risque actuel d'accidents sur les pilleurs/squatteurs : brisure de verre, cloisons pendantes, planchers non finalisés, etc.), tout en prenant en compte les aspects environnementaux (raccordement au réseau des eaux usées existant le long de la voie communale, traitement dans des bassins de rétention distincts des eaux pluviales de voiries et de celles de toitures, collecte des déchets, etc.).

Cette mise en compatibilité reste en adéquation avec les objectifs fixés par les documents supérieurs :

- Le SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes indique des objectifs de réhabilitation / requalification des friches, des espaces dégradés et/ou sous-utilisés, en développant une approche sur les usages futurs des bâtiments/espaces.
- Le SCoT du Pays en Velay dont le DOO indique des objectifs de conforter les communes structurantes, telles que Saint-Paulien, dans leur rôle d'offrir des conditions d'accueil de meilleur confort et attractives pour les ménages en poursuivant notamment les actions de réhabilitation des logements vacants (la Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay étant très concernée par cette problématique), le tout sans mettre une pression sur les espaces agricoles et naturels

<p>- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :</p> <p><input type="checkbox"/>Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/>Non</p>
<p>Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)</p>
<p>- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet</p>
<p>- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :</p> <p><input type="checkbox"/>Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/>Non</p>
<p>Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur</p>
<p>- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la rubrique 3.1, intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales</p> <p><input type="checkbox"/>Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/>Non</p>
<p>Si oui, préciser les effets</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure</p>
<p>5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :</p>

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Commune de Saint-Paulien entièrement en loi montagne – Journal officiel de la République française, n°0045 du 21/02/1974. Articles L.122-1 à L.122-27 et R.1221 à R.122-20 du code de l'urbanisme.</p> <p>Dispositions d'urbanisme spécifiques aux zones de montagne en France métropolitaine :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Préservation des terres nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles, pastorales et forestières ; - Préservation des espaces, paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard ; - Les énergies renouvelables en montagne : implantation des éoliennes et de l'hydroélectrique en discontinuité de l'urbanisation, du photovoltaïque en continuité de l'urbanisation existante, étude au cas par cas des projets de méthanisation ; - Préservation des parties naturelles des rives des plans d'eau naturels ou artificiels de moins de 1 000 ha, préservation de ces rives si de superficie supérieure à 1 000 ha. <p>La mise en compatibilité du PLU n'aura aucune incidence sur les dispositions de la Loi Montagne relatives à l'urbanisation (réhabilitation de bâtiments existants et urbanisation en continuité d'un groupe de constructions existantes – L.122-5).</p> <p>La présence du plan d'eau qui génère le périmètre de protection de 300 mètres fixé par l'article L.122-12 sera supprimé par la mise en compatibilité (exclusions possibles</p>

			par le PLU en raison de la faible importance du plan d'eau artificiel).
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>La ZPS des Gorges de la Loire (FR8312009) à 2,59 km à l'est du lieu-dit Bertaud (site rassemblant 37 espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire, dont des rapaces) – Cf. Annexe 5</p> <p>Objectifs du DOCOB de 2004, révisé en 2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Préserver les populations d'espèces d'intérêt communautaire (limiter la mortalité des oiseaux) - Préserver et maintenir les habitats et les ressources alimentaires des espèces d'intérêt communautaire (limiter le dérangement des oiseaux, préserver leurs habitats, favoriser la dynamique naturelle des cours d'eau) - Favoriser l'appropriation locale du site Natura 2000 (communication, animation du DOCOB, améliorer les connaissances).
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	14 ICPE présentes sur la commune dont 3 à régime d'autorisation (Charretier SA, Arvel SA et SOCADRAV) mais sans périmètre de servitude, et éloignés du projet
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Commune comprenant 8 anciens sites industriels ou d'activités, sans servitudes et éloignés du projet
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Site patrimonial remarquable (SPR) de Saint-Paulien (ex ZPPAUP – cf. Annexe 2) dont le périmètre et le règlement intègrent le zonage NL de Bertaud. Ce SPR fera l'objet d'une actualisation de son règlement ne portant pas atteinte aux dispositions relatives à la protection du patrimoine bâti. Il s'agit que les terrains sur lesquels se trouvent les constructions soient dissociés du reste de la zone NL et soient disposés en zone 1-2 du SPR (les franges du bourg).

Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>2 monuments historiques classés avec périmètre de protection ne touchant pas la zone de projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Église collégiale Saint-Georges à 651 m à l'ouest du lieu-dit Bertaud ; - Château de Rochelambert à 2,61 km au sud-ouest. <p>Autres éléments inscrits ou classés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Portail de la Chapelle Saint-Joseph à 563 m au nord-ouest ; - Mosaïque gallo-romaine (exposée dans la chapelle des Pénitents).
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Commune comprenant diverses zones humides (cf. Annexe 5 – source : SAGE Loire amont)</p> <p>La zone humide inventoriée la plus proche du projet est à environ 220 m au nord-ouest entre le bourg et les stades.</p> <p><u>Prospections sur les parcelles projet Bertaud</u></p> <p>Des zones humides supplémentaires ont été identifiées sur le terrain lors des passages du 04/01/2023 et 21/02/2023 par critère floristique : carex, joncs (cf. Photographie 4 et Photographie 5) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur 763 m² à 1,5 m à l'ouest des limites du projet (d'une superficie - sur 1 250 m² à 1,5 m au nord des limites du projet. <div data-bbox="917 1599 1442 1839" data-label="Image"> </div> <p><i>Photographie 4 - Zone humide au nord</i></p>

		<div data-bbox="896 183 1426 430" data-label="Image"> </div> <div data-bbox="895 421 1426 465" data-label="Caption"> <p><i>Photographie 5 - Zone humide à l'ouest</i></p> </div> <div data-bbox="884 481 1426 763" data-label="Text"> <p>Six autres zones, humides sur critère floristique, de surface très limitée (d'environ 12 m²) se sont formées par stagnation d'eau sous les terrasses non finalisées de certains lots, du fait d'absence d'écoulement des eaux de pluies.</p> </div> <div data-bbox="879 795 1422 1209" data-label="Text"> <p>Un grand plan d'eau est présent à 30 m à l'ouest du projet, ainsi que deux bassins artificiels sur la parcelle voisine BE494 : l'un au sud-ouest de 21 m² (bâché, sans flore indicatrice de zone humide) et le second de 260 m² au nord-ouest à 14 m au plus près des parcelles des chalets. Celui-ci présente au nord en ceinture autour d'un petit îlot une végétation humide (typhaie cumulant environ 450 m²).</p> </div>
--	--	---

<p>Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Cf. Annexes 6 et 7 (TVB du SRADDET et SCoT du Pays du Velay)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réservoirs formés par les ZNIEFF de type I : <ul style="list-style-type: none"> * du site Natura 2000 des Gorges de la Loire à l'est de la commune (de la Soleillade à Mont Courant) ; * de la carrière de Cougeac, des grand et petit lacs au sud de la ville, de l'ENS de Perouzes et du secteur de la vallée de la Borne avec bocage à l'extrémité sud de la commune (vers Borne-Nolhac) - (cœurs de nature du SCoT). - Pas de corridor intercommunal pointé sur la commune ; - Milieux aquatiques et humides de la trame bleue : R^{aux} de Chalon, du Bourbouilloux, du Merdansou et rivière de la Borne identifiés comme cours d'eau principal, et les deux lacs comme plans d'eau ; - Eléments fragmentant la TVB : zones urbaines, routes D131, 13 et D906, ainsi que des seuils en rivière. <p><u>Au niveau du site de projet</u></p> <p>S'ajoutent pour la TVB locale :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les zones humides identifiées sur le terrain (prairies à joncs et ceinture de typhaie), le grand plan d'eau avec le grand bassin bordant l'ouest du projet. ; - les haies de l'espace agricole alentour et linéaires de ripisylve autour du grand plan d'eau et du ruisseau (inscrits comme éléments à conserver au PLU).
---	-------------------------------------	--------------------------	--

Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Cf. Annexe 5</p> <p>Présence de 4 ZNIEFF de type I :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le Grand Lac - Saint Paulien (n°830020312) à 882 m au sud-ouest ; - Le Petit Lac – Saint Paulien (n°830020311) à 1,37 km au sud-ouest ; - Cougeac (n°830020306) à 1,64 km au sud-est du projet ; - Entre le Moulin de Blanzac et Montagut (n°830020284) à 2,36 km au sud-est. <p>et de 2 ZNIEFF de type II :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Haute Vallée de la Loire (n°830007470) à 2,2 km au nord-est - Bassin du Puy – Emblavez (n°830020587) à 2,02 km au sud.
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	ENS sur la zone humide de Les Pérouzes à 1,66 km au sud (vers Orsenac)
Un espace concerné par : <ul style="list-style-type: none"> - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code 	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le plan de zonage actuel du PLU comprend des boisements en EBC, dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - entre le Versonne et Bertaud à 130 m au nord-est du projet Bertaud - Annexe 2 et Figure 3 ; - à la Gardette à 1,69 km au nord-est ; - au Château de Rochelambert à 2,2 km au sud-ouest ;

			<ul style="list-style-type: none"> - au jardin public Joseph Berthold et au boulodrome associé à 496 m à l'ouest ; - entre la rue Cité Vieille et la rue Bollène à 676 m ; - sur le parc situé entre la rue du Périou et le sentier du lavoir à 501 m au nord-ouest.
Autre protection	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<ul style="list-style-type: none"> - Périmètres de protection de captages d'eau potable sur la commune (cf. Annexe 8) : <ul style="list-style-type: none"> * source-captage de Chavagnac-Largellier à 1,7 km au nord-est du projet * captage de Nolhac, encore plus éloigné au sud-ouest. - Servitude de lignes électriques pour la ligne aérienne 63 KW Bellevue-Le Puy, passant à l'ouest de la ville.

5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Principe d'urbanisation en continuité du bâti existant
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :

	Oui	Non	Lequel et à que le distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Au sein du Site patrimonial remarquable (SPR) de Saint-Paulien Le site de projet au lieu-dit Bertaud qui est déjà construit est inclus dans la zone de SUP.
---	-------------------------------------	--------------------------	--

Annexe II

D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Projet non concerné car situé hors des périmètres de protection des MH. Le linéaire arboré le long du ruisseau de Chalon dissimule par ailleurs la zone de projet à partir des monuments.
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Projet éloigné de 220 m de la première zone humide inventoriée par le SAGE Loire amont (au nord-ouest face au complexe sportif), Mais projet : - proche de prairies humides à joncs et carex, et d'un bassin avec typhaie identifiés par des prospections terrain début 2023 ; - comprenant entre les chalets de micro-zones humides à très faible enjeu (prairie à jonc également) cumulant une petite surface : environ 12 m².
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le secteur de projet est hors des réservoirs de biodiversité et corridors identifiés au SCoT et au SRADDET. Il est bordé à l'ouest et au nord par des éléments de la trame bleue locale (prairies humides et grand plan d'eau à 30 m) et intercommunale (le R ^{au} de Chalon à 4 m) - cf. Annexes 6 et 7. Des linéaires arbustifs/arborés situés aux alentours notamment le long du ruisseau de Chalon et du plan d'eau voisin.
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Projet éloigné de 880 m environ de la 1 ^{ère} ZNIEFF (ZNIEFF I du Grand Lac – Saint Paulien – n°830020312)
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 un même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Premier boisement en EBC sur la colline le Versonne - Bertaud à 129 m du projet.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Présence d'arbres d'alignement existant à conserver à proximité du projet : à l'ouest près du cours d'eau et du plan d'eau et à l'Est en bordure de prairie – cf. Figure 3.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?			
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non			
Si oui, précisez :			
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.			

6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).

Cf. Annexe 3

7. Autres procédures consultatives

7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées

15 mai 2023

7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)

Toutes les dates sont des estimations et sont susceptibles d'être décalées.

- Réunion de travail avec les services de l'Etat (DDT, ABF) 21 mars 2023 (facultative, réalisée) ;
- Saisine de l'Autorité environnementale de l'Etat : fin avril 2023
- Réponse à la saisine du président du tribunal administratif de Clermont-Ferrand – désignation du commissaire enquêteur, 15 mai 2023 ;
- Réunion d'examen conjoint, mercredi 14 juin 2023 ;
- Enquête publique, juillet/août ou août/septembre 2023 ;
- Réponse du commissaire enquêteur : au plus tard fin septembre 2023
- Délibération d'approbation de la procédure (MECDU + modification du SPR), mi-septembre 2023.
- Demande de permis d'aménager et demande(s) de permis de construire : mi-octobre 2023.

7.3 Procédure de participation du public envisagée

- enquête publique

☐ Oui☒ Non

- participation du public par voie électronique

☐ Oui☒ Non

- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures

☒ Oui☐ Non

Si oui, préciser lesquelles

Enquête publique unique organisée portant à la fois sur l'intérêt général du projet, sur l'évolution du PLU (changement de zonage : NL → UB) et sur la modification du SPR.

- autre, préciser les modalités

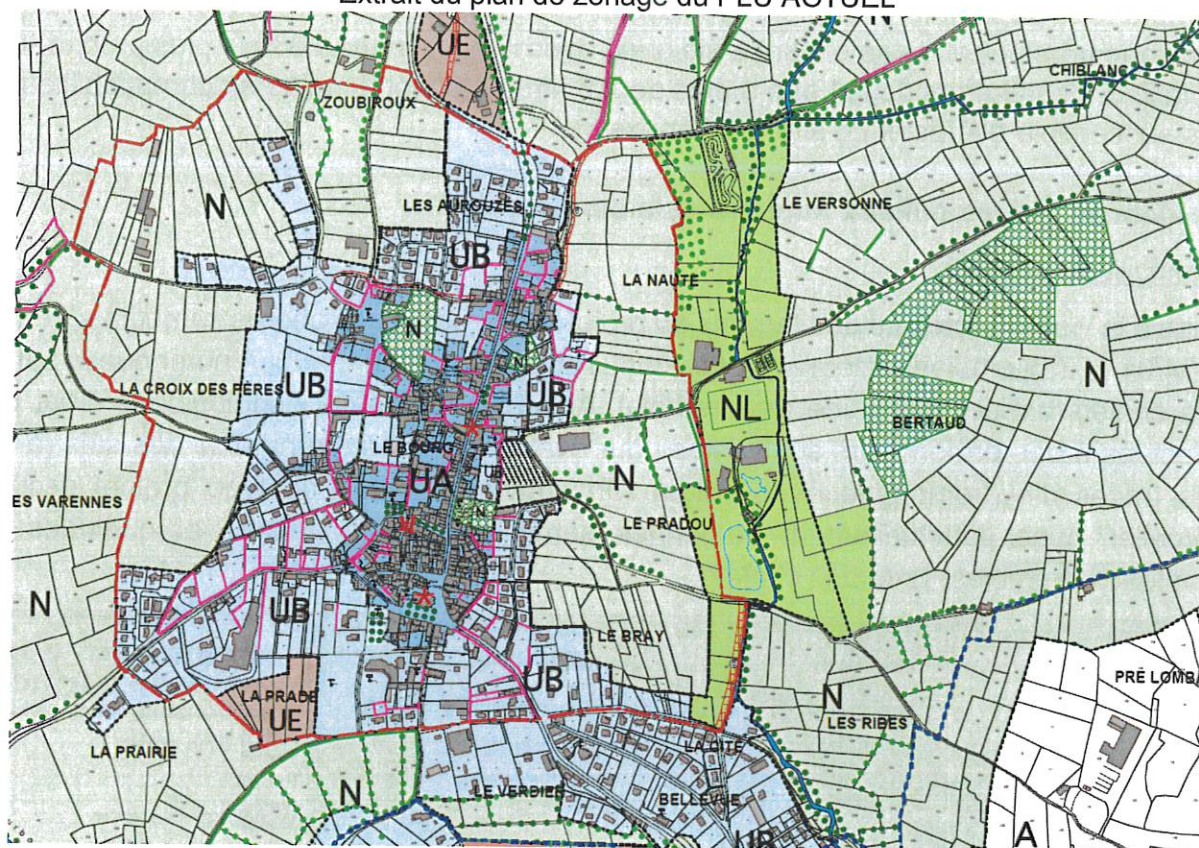
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

8. Annexes		
8.1 Annexes obligatoires		
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (<i>rubrique 2.5</i>).	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation (<i>rubrique 6</i>)	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>
8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant		
<p>Veillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent.</p> <p>Annexe 1 – Dossier de mise en compatibilité du PLU - 8.1 ;</p> <p>Annexe 2 – Pièces graphiques : localisation, plan de zonage du secteur concerné et mise en compatibilité envisagée - 2.5 ;</p> <p>Annexe 3 – Auto-évaluation - Incidences du projet de modification du PLU - 6. ;</p> <p>Annexe 4 – Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) - 4.2.3 ;</p> <p>Annexe 5 – Cartographie du contexte naturel de la commune - 5.1 ;</p> <p>Annexe 6 – Cartographie de la Trame verte et bleue du SCoT du Pays du Velay - 5.1 ;</p> <p>Annexe 7 – Extrait de la cartographie de la Trame verte et bleue du SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes - 5.1 et 5.3 ;</p> <p>Annexe 8 – Carte des captages d'eau potable - 5.1.</p>		

ANNEXE 1 – Dossier de mise en compatibilité du PLU

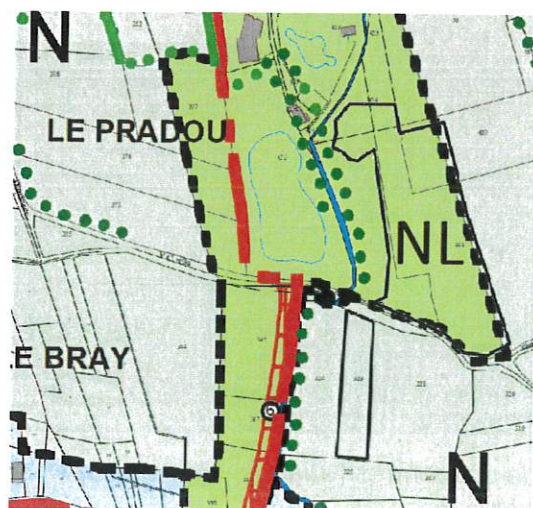
ANNEXE 2 - Pièces graphiques : localisation, plan de zonage du secteur concerné et mise en compatibilité envisagée

Extrait du plan de zonage du PLU ACTUEL

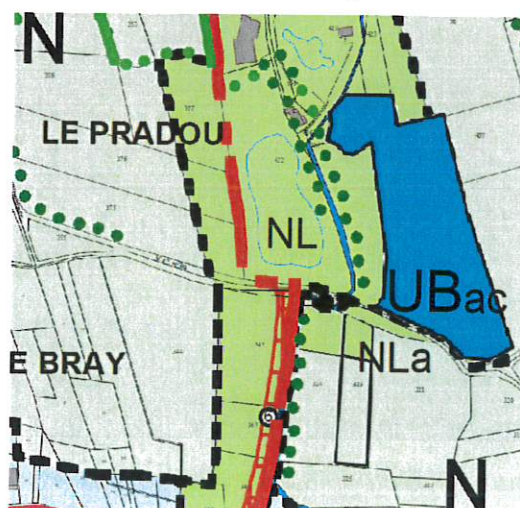


- | | | | | | |
|--|-------------------------|--|---------------------------|--|---|
| | passage couvert à créer | | marges de recul | | arbres d'alignement existants à conserver |
| | emplacements réservés | | périmètre de la ZPPAUP | | alignement d'arbres à créer |
| | | | limite zone archéologique | | haies existantes ou à créer |
| | | | monument historique | | murs existants à conserver |
| | | | | | espace boisés classés |
| | | | | | éléments identifiés article L123-1-7 du Code de l'Urbanisme |

AVANT



APRES mise en compatibilité



ANNEXE 3 – Auto-évaluation - Incidences du projet de modification du PLU

Incidences vis-à-vis des sites Natura 2000

Compte tenu de la nature du projet (reclassement d'une zone naturelle touristique bâtie en une zone urbaine) et de sa distance éloignée avec le site Natura 2000 le plus proche -celui de la ZPS des Gorges de la Loire à plus de 2,5 km-, le projet de mise en compatibilité n'est pas susceptible d'affecter ce site (cf. [Annexe 6](#)).

Incidences sur les milieux naturels et la biodiversité

Sensibilités relevées

Suite à la visite naturaliste des terrains du projet ainsi que de ses abords immédiats, (effectuée le 04/01/2023), plusieurs éléments ont retenu l'attention (cf. [Figure 2](#)). A noter que le sol autour des chalets est compacté, de type remblai. Aussi les sondages pédologiques n'ont pu être effectués à des profondeurs suffisantes pour évaluer le caractère humide des sols (à travers des traces d'hydromorphie éventuelles). Un couvert herbacé de type prairial occupe les parcelles avec ponctuellement de jeunes semis de pins sylvestres et quelques arbres (bouleaux, trembles) près des chalets.

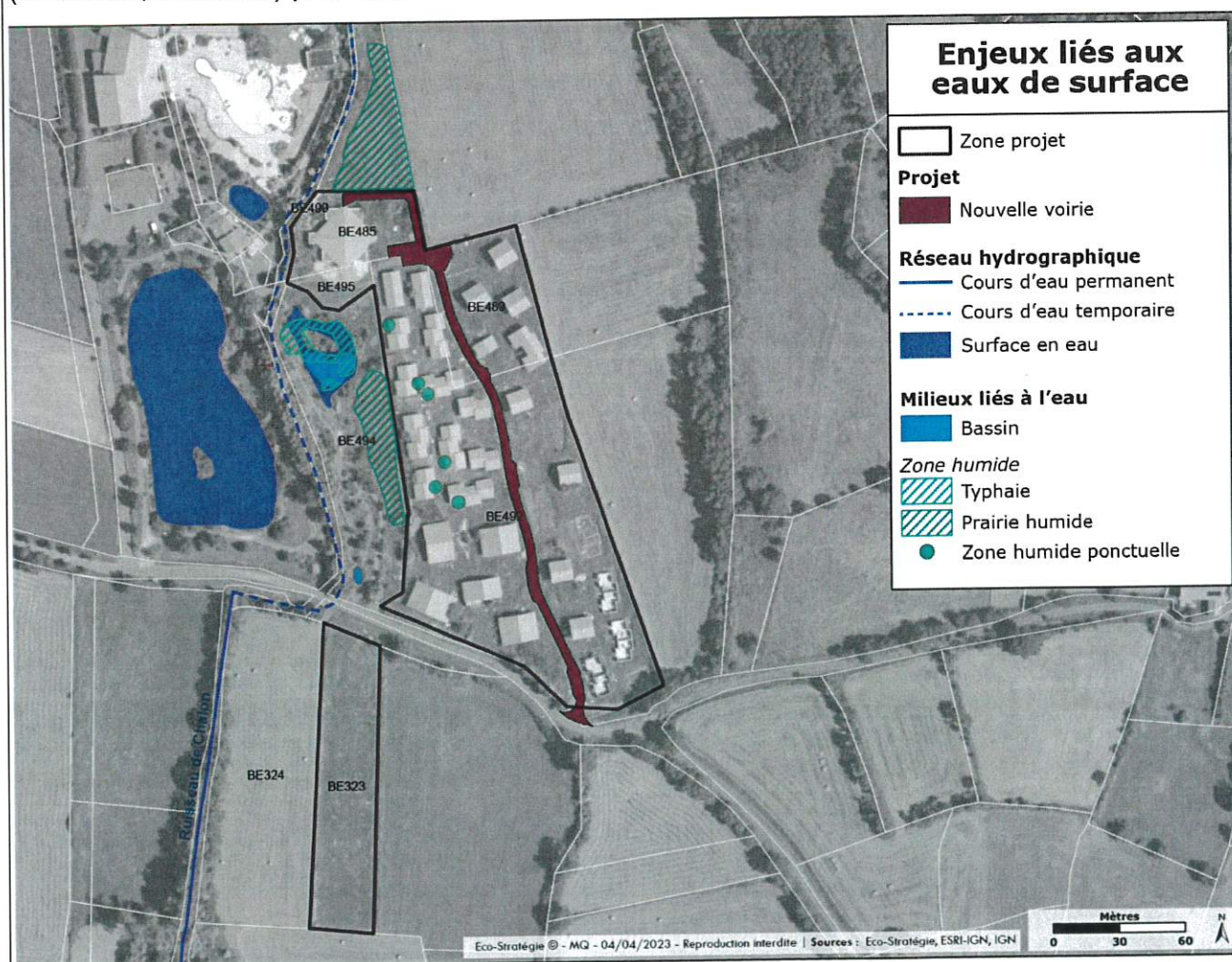


Figure 2 - Éléments de biodiversité relevés : traces de chiroptères (guanos, ailes de papillon), milieux liés à l'eau et arbres conservés

* Du guano de chiroptères et des restes d'ailes de lépidoptères ont été observés sous des poutres, planches décollées et trous de passage des câbles électriques, dans 6 lots de chalets, en des quantités très faibles à modérés. Aucun individu hivernant n'a été observé.

L'état de dégradation du guano semble suggérer une présence ancienne, donc potentiellement de l'habitat estival uniquement. Les autres lots présentent un potentiel d'accueil très faible, car aucune trace ou habitat potentiel (recoin à l'abri de la lumière, abri des intempéries et vents) n'y a été constatée. En effet, les chalets sont majoritairement très détériorés, éventrés, l'intérieur est soumis aux infiltrations d'eau et au vent.

Des fèces d'autres animaux à très faible enjeu (chevreuil, lièvre, mouton) ont été observés dans les chalets, dont le vandalisme a permis leur présence.

Mesures :

→ Les travaux de construction et de réhabilitation seront réalisés en prenant en compte la présence potentielle de chauves-souris, en appliquant le principe suivant :

- Contrôle préalable et continu des chalets au moment des travaux pour adapter la progression des travaux selon les chalets afin d'éviter un risque de destruction ou d'emprisonnement d'individus de chauves-souris : fermeture des ouvertures des chalets dépourvus d'individus de chauves-souris, attente du départ de ceux-ci en cas de présence avérée.

→ Le promoteur du projet prévoit la mise en place de gîtes d'esquive et de nichoirs à chiroptères répartis sur l'ensemble du site afin de proposer des habitats de substitution. Une haie d'accompagnement paysager sera également plantée en bordure de l'espace agricole, et pourra à terme de son développement être utilisée par les chiroptères et les passereaux tout en constituant une continuité de biodiversité. Enfin, un suivi du chantier par un écologue et un décalage des travaux selon les saisons les moins propices à l'activité de la faune est également envisagé.



Photographie 6 - Petit bassin artificiel au sud et guano au sol dans un chalet

* Des zones humides à végétation humide caractéristique ont été observées en périphérie :

- Deux prairies humides à joncs et carex sont présentes aux abords immédiats, à moins de 2 m (cf. Figure 5). Elles occupent une surface modérée : 1 250 m² pour celle au nord et 763 m² pour celle à l'ouest qui est issue d'un ancien parcours kayak avec blocs aujourd'hui végétalisés - cf. Figure 2.
- Entre le grand plan d'eau situé à 30 m à l'ouest et le site de projet, deux bassins artificiels hérités aussi du parcours kayak subsistent :

- un petit bassin ovale au sud (bâché) de 21 m², dénué de flore de zone humide,
- un grand bassin au nord de 260 m² entourant un îlot, avec une ceinture de typhaie (végétation humide composée de Massette à larges feuilles) occupant environ 450 m².

Pour l'identification des sols humides (selon la typologie définie par l'arrêté du 24 juin 2008 modifié par l'arrêté du 2 octobre 2009), des sondages à la tarière à main ont été effectués sur les zones de projet au niveau des chalets et sur la parcelle sud où est projeté un bassin de rétention des eaux de voirie. Sur le secteur des chalets, le sol compacté avec cailloux ne fut pas sondable (sol remanié sans doute à l'époque de l'aménagement de la rivière artificielle). Sur la parcelle sud cadastrée BE 323 et la parcelle voisine BE324, des sondages ont pu être effectués jusqu'à 80 cm de profondeur minimum. Les sols limono-argileux à argileux se sont révélés non humides.



Photographie 7 – Typhaie autour du grand bassin et exemple de sondage à la tarière (non humide) effectué dans la parcelle BE323

Ces zones humides avec point d'eau sont potentiellement favorables aux amphibiens et à leur reproduction. Elles sont évitées par le projet.

→ Pour la réalisation du projet, des barrières amphibiens seront mises en place en limite de parcelle pour éviter des intrusions et écrasements d'individus éventuels par les engins de chantier.

Six autres petites zones ponctuelles de 2-5 m², constituées de prairies humides selon le même critère végétation, ont été observées sous les terrasses non finalisées des chalets, pour une surface totale de 12 m². Leur intérêt est très faible. Ces zones humides ponctuelles disparaîtront avec la réfection des terrasses. Cet impact sera négligeable.

* Les **linéaires arborés préservés au PLU** ne sont pas touchés par le projet (bord du cours d'eau et du plan d'eau / haie en bordure de prairie, cf. **Figure 3**).

→ Une haie d'accompagnement paysager sera plantée en bordure de l'espace agricole et des chalets. Vis-à-vis des quelques arbres ayant poussés aux abords des chalets, ceux ne gênant pas les travaux d'achèvement seront conservés.

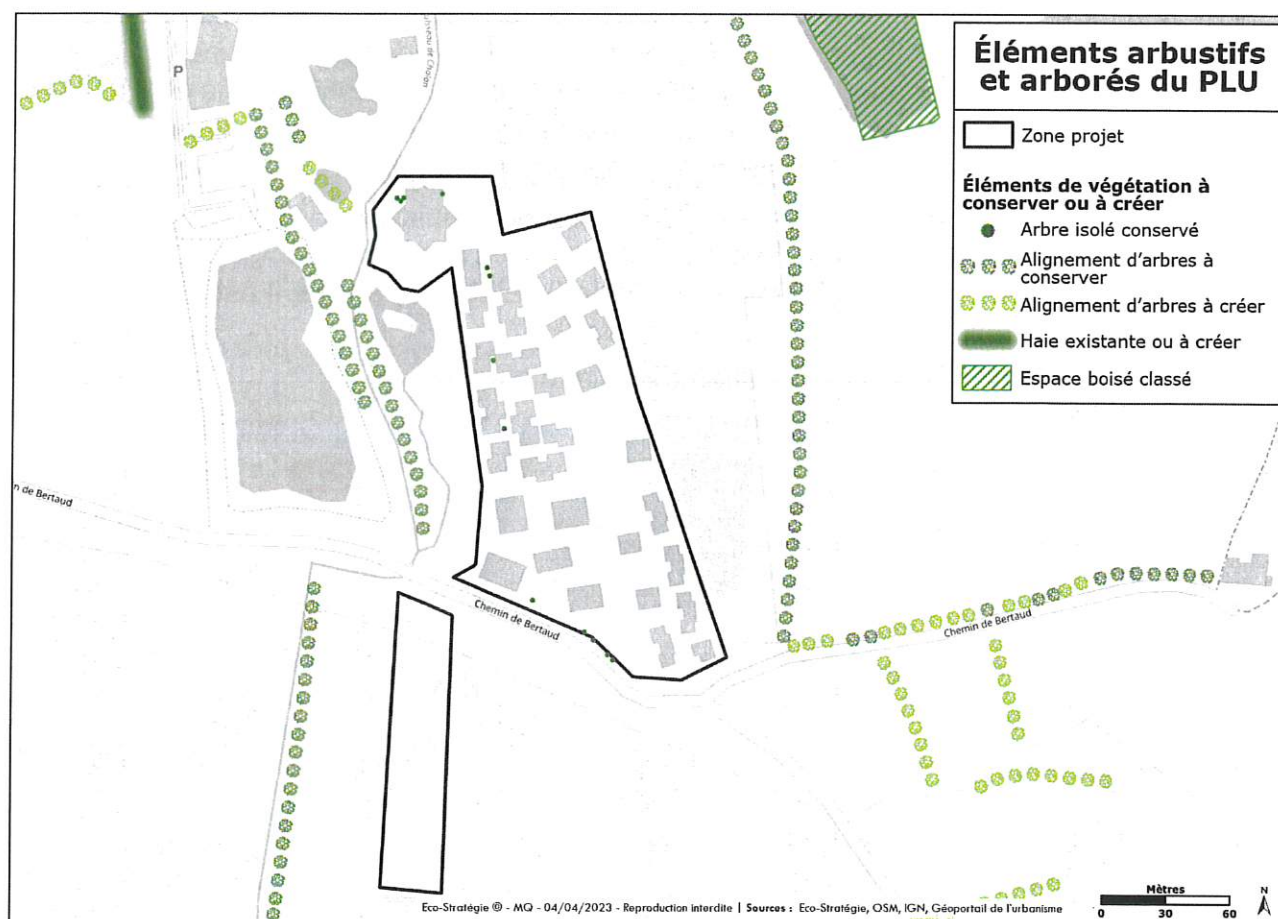


Figure 3 - Éléments arbustifs à arborés conservés par le projet, ou à créer et à conserver du PLU

Le projet n'affecte aucun réservoir et corridor du SRADDET ou du SCoT. La création d'une haie renforcera la trame verte linéaire locale.

Compte tenu des mesures prévues dans le cadre du projet, la modification du PLU liée au projet aura des incidences résiduelles négligeables sur les milieux naturels et la biodiversité.

Incidences sur la gestion des eaux / assainissement

Les habitations du projet seront reliées au réseau d'eaux usées collectif existant sur le secteur (cf. **Figure 4**).

La commune dispose de deux stations d'épuration (STEP) conformes en termes d'équipements et de performance : la STEP de Saint-Paulien le-Bourg d'une charge maximale en entrée de 1 426 EH pour une capacité nominale de 1 900 EH (donnée 2020), et la STEP de Saint-Paulien-Chavagnac d'une charge maximale de 24 EH pour une capacité nominale de 50 EH (selon www.assainissement.developpement-durable.gouv.fr). Toutes deux sont.

Le secteur de projet sera raccordé à la STEP de Saint-Paulien-le-Bourg, qui pourra faire face à l'augmentation des quantités d'eaux usées produites par le lotissement du projet (la STEP disposant d'une marge de 470 EH). À raison de 3 habitants par lots, il est estimé l'accueil de 183 nouveaux habitants.

Le projet n'engendrera pas de pollution par rejet d'eaux usées.

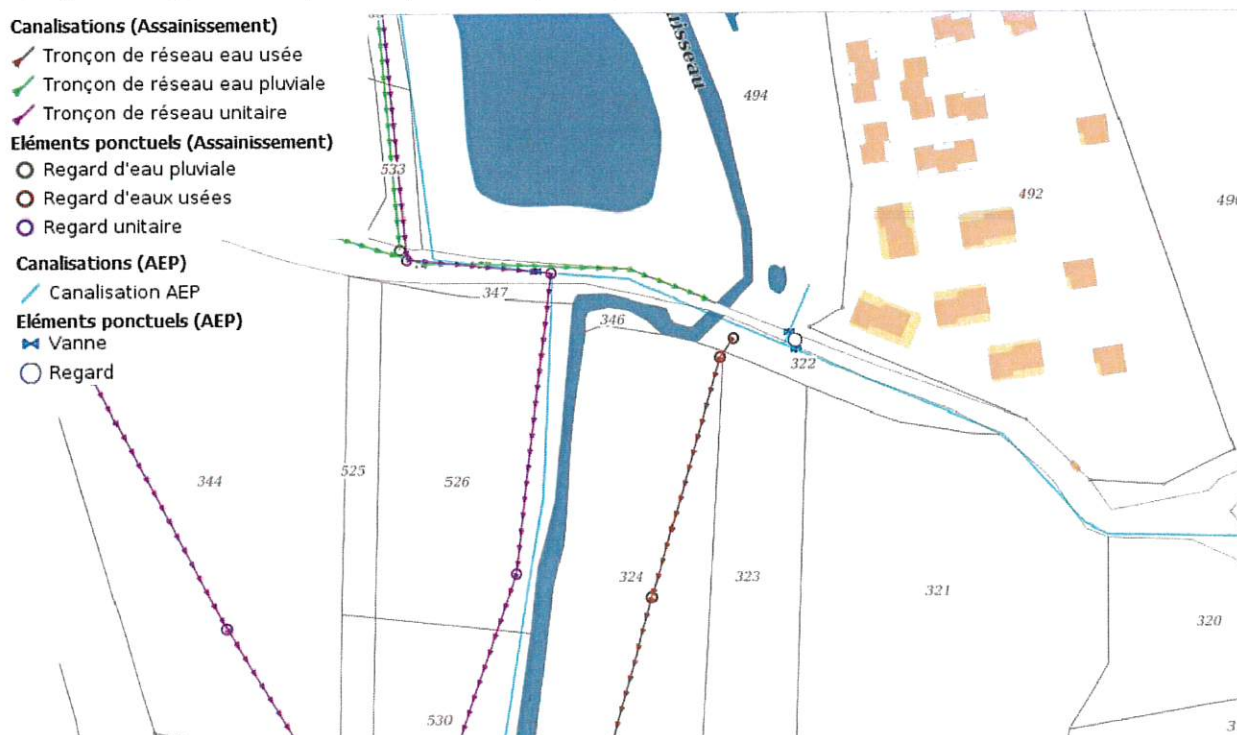


Figure 4 - Réseaux existants d'alimentation en eau potable et d'assainissement au sud du projet

Les **eaux pluviales** des toitures des chalets seront conduites directement dans la zone humide ouest de la parcelle BE 494, assurant ainsi son alimentation en eau.

Les eaux pluviales de la voirie centrale et des parkings collectifs (à créer), susceptibles de contenir des traces d'hydrocarbures, seront conduites jusqu'à un bassin de rétention/décantation sur la partie nord de la parcelle BE 323, actuellement en prairie de pâture, afin d'assurer l'assainissement de ces eaux avant rejet dans le cours d'eau du ruisseau de Chalon (cf. **Figure 5**). Les parcelles BE 322 et 324 seront concernées par l'installation de canalisation pour le transport des eaux pluviales jusqu'au bassin et le rejet au cours d'eau.

Un dimensionnement précis du bassin sera fait dans le cadre de la déclaration loi sur l'eau qui accompagnera la demande d'autorisation d'urbanisme (permis d'aménager).

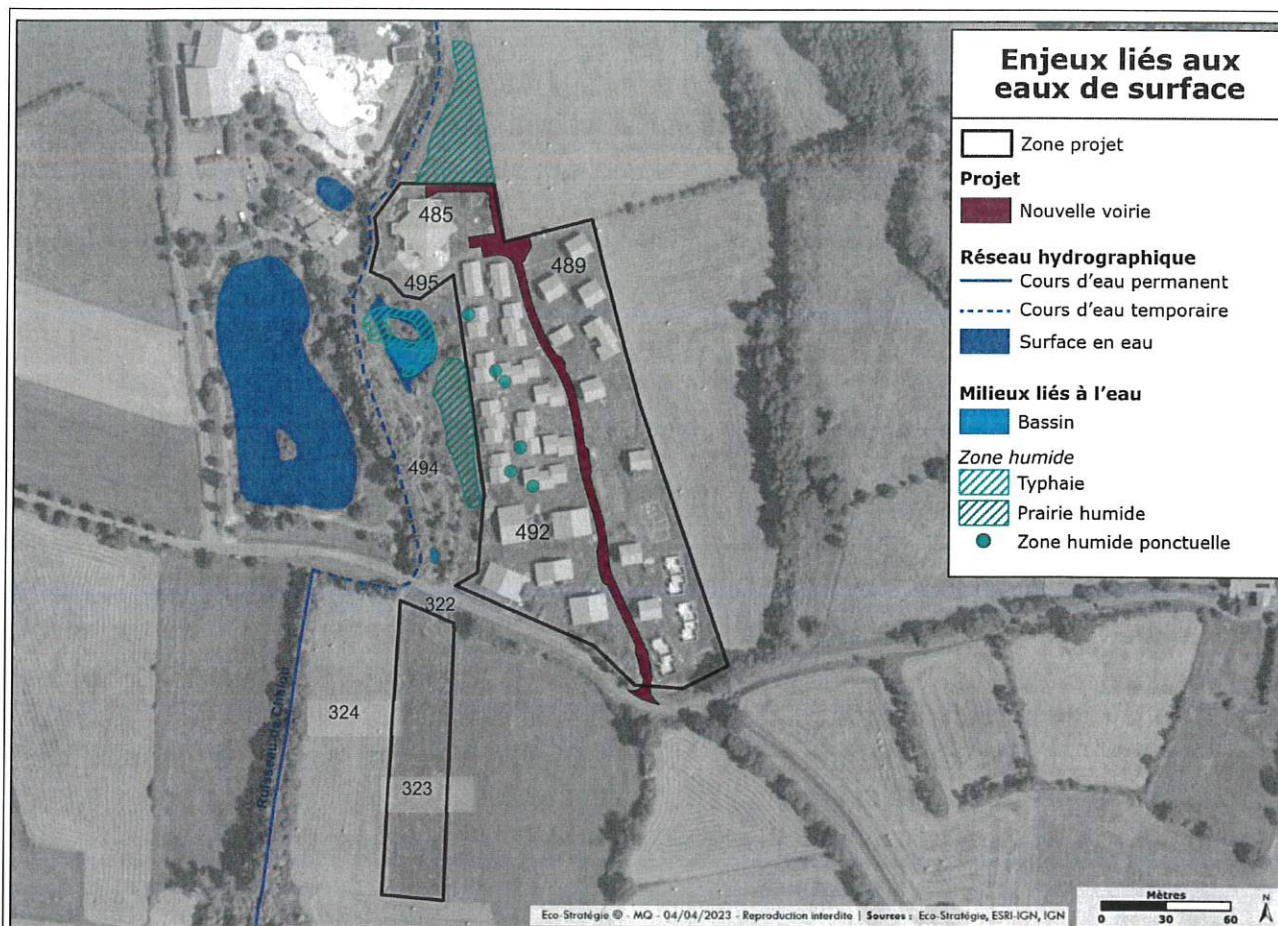


Figure 5 - Enjeux liés aux eaux de surface au droit du projet

La route à créer aura une largeur de 3,5 m maximum avec des zones de croisement pour limiter l'artificialisation.

Incidences sur la consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers

La modification envisagée du PLU n'impliquera pas de nouvelle consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers, du fait qu'elle concerne des parcelles déjà bâties, mais dont l'achèvement des constructions n'a pu être mené jusqu'au bout. Elle permettra la réhabilitation de bâti existant (sans réelle autre opportunité). Par ailleurs, les emplacements de stationnement seront constitués d'enrobés perméables.

Il reste à artificialiser sur le site 1 772 m² :

- la route, dont la largeur sera minimisée, et qui occupera une surface d'environ 1 220 m² ;
- 4 constructions à terminer, dont les fondations ont déjà été tracées, et totalisant environ 138 m² chacune, soit 552 m² en tout.

Incidences sur la consommation en eau potable

Le changement de destination des parcelles (touristique à résidentielle) va impliquer une consommation d'eau de 183 nouveaux habitants estimés soit une augmentation de la consommation en eau continue sur l'année.

Le lieu-dit Bertaud dispose d'un maillage permettant la desserte par le réseau du captage de Chavagnac (600 m³/j) ou de celui de Nolhac selon les besoins (cf. Figure 4). La réalisation du projet n'engendrera pas de problème d'insuffisance quantitative en eau potable.

Incidences sur le paysage ou le patrimoine

La réalisation du projet modifiera très peu le paysage actuel : les parcelles à reclasser en UB sont déjà bâties, les trouées du secteur Est seront comblées par les derniers chalets à construire.

Aussi, il n'y aura pas d'incidence supplémentaire sur le paysage ou le patrimoine, si ce n'est que la réfection des chalets abandonnés sera perceptible en bord de route (impression de friche urbaine-terrain vague remplacée par de l'habitat).

→ *La plantation d'une haie et la préservation d'éléments paysagers existants (arbres) auront une incidence positive sur le paysage.*

Incidences sur des sites pollués et sur les déchets

La zone de projet n'est pas concernée par un site pollué.

Un système de tri sera mis en place avec un point de collecte sur le lieu du projet par le Syndicat de collecte des ordures ménagères (SICTOM) des Monts du Forez.

Incidences sur les risques et nuisances

La zone de projet n'est pas concernée par des risques technologiques ou des nuisances. Elle est éloignée de la route RN102, classée infrastructure bruyante (catégorie 3).

Les risques naturels sont représentés par un aléa faible d'exposition au retrait-gonflement des argiles et un aléa radon en catégorie 3 (potentiel élevé).

Les logements seront suffisamment isolés du sol pour ne pas engendrer un risque d'exposition au radon.

Incidences sur l'air, l'énergie, le climat

La réhabilitation des lots et leur occupation future, amèneront à une émission de gaz à effet de serre, principalement du fait des transports individuels induits et du chauffage (si non électrique) des logements.

La proximité du site à la ville de Saint-Paulien, et au complexe sportif, (~500 m) facilite toutefois les déplacements doux sur des axes secondaires moins fréquentés (vélo, piéton, voire la prise du bus aux arrêts en ville).

Le projet dans ses caractéristiques techniques essaie par ailleurs de minimiser les émissions de GES (utilisation de bois dans la construction et par ex. de poêle à granulés).

Les émissions resteront faibles et localisées en une zone peu concernée par ces problématiques de pollution atmosphérique car excentré de l'urbain dense.

ANNEXE 4 – Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD)

PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Rappel des fondements des politiques urbaines :

Suite à l'entrée en vigueur de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (décembre 2000), complétée par la loi Urbanisme et Habitat (juillet 2003), le Plan d'Occupation des Sols (POS) est devenu Plan Local d'Urbanisme (PLU) et intègre de nouvelles préoccupations :

Il est l'expression du projet urbain de la commune, dans une démarche de concertation, à travers le Plan d'Aménagement et de Développement Durable et les orientations d'aménagement qui doivent désormais assurer les principes du développement durable :

- L'équilibre entre le développement urbain et la protection des espaces naturels et du patrimoine
- La diversité des fonctions urbaines (habiter, travailler, se détendre, se déplacer, consommer...) et la mixité sociale
- L'utilisation économe de l'espace et la maîtrise des besoins en déplacement, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous sol, ainsi que la prévention des risques naturels
- Il est un document d'urbanisme réglementaire qui précise le droit des sols

Objectifs et enjeux spécifiques à la commune (Porter à connaissance de l'état) :

Maîtriser l'urbanisation, notamment en matière d'habitat neuf ; favoriser le développement économique, la cohésion sociale et préserver, voire améliorer le cadre de vie et le fonctionnement des quartiers.

Assurer la cohérence du développement de Saint Paulien avec les programmes en cours :

- Les projets de la communauté de communes des Portes d'Auvergne.
- Les projets du pays du Velay.

Le Pays du Velay est susceptible de créer un SCOT sur son territoire. A ce jour, aucune décision n'est prise. Seules quelques réunions informelles ont eu lieu entre les Présidents des Communautés de Communes pour savoir si leur collectivité était favorable à la création d'un document de ce type. Aucune étude n'a été votée.

1-Objectifs

1Maîtriser la croissance démographique : Quels objectifs pour 2035 ?

Il convient de rappeler que Saint-Paulien est une commune « rurale » qui fait partie de la communauté de communes des Portes d'Auvergne. La proximité d'un axe routier structurant et un prix du foncier abordable ont favorisé ces dernières années une production importante de logements neufs en accession à la propriété (sous forme de lotissements essentiellement) et par conséquent un développement démographique qui va au-delà des prévisions du SDAU.

En effet, le SDAU avait déterminé des objectifs démographiques pour son territoire sur 30 ans qui permettait d'envisager pour la commune de Saint Paulien d'atteindre 2340 habitants en 2010. Si le dernier chiffre officiel de l'INSEE fait état de 2117 habitants sur la base du recensement de 2004, un recensement complémentaire de 2006 fait apparaître une population totale de 2808 habitants. Le chiffre prévisionnel de 2340 pour 2010 sera donc largement dépassé, 800 nouveaux habitants ayant intégré le territoire de Saint Paulien sur les dix dernières années (entre 1999 et 2009).

D'autre part la commune possède actuellement des équipements qui pourraient permettre d'ores et déjà de recevoir 3 500 habitants.

La commune s'est ainsi fixé un objectif de 3 500 habitants en 2035.

En 2008, l'indice de jeunesse (rapport entre les plus de soixante ans et les moins de 20 ans) était de 1,73, chiffre qui met en évidence une quasi égalité entre ces deux tranches d'âge avec un léger plus pour les moins de 20 ans. Le dynamisme de la commune étant lié en principe à la jeunesse de sa population sa capacité d'attirer une population jeune est un enjeu majeur.

Le projet de développement communal doit donc intégrer une offre de logement accessible à cette population et donc la réserve foncière appropriée.

Il est ainsi nécessaire de maintenir la dynamique démographique engagée depuis la dernière décennie.

2 Eviter l'étalement urbain :

Comment maîtriser l'extension de l'urbanisation ?

Comment concentrer la croissance résidentielle sur le territoire du bourg ?

L'objectif déterminé précédemment ne peut cependant se réaliser au détriment d'une politique de développement durable qui exige désormais moins de gaspillage du foncier.

Le renouvellement urbain et la construction dans les zones les plus proches du bourg doivent être ainsi privilégiés.

Localisation des extensions :

Depuis ces dernières années l'urbanisation s'est étendue en dehors du bourg au Sud-Ouest de la commune sur le secteur Le Lac.

L'objectif de la commune est de profiter de la réalisation du PLU pour fixer des limites raisonnables aux extensions de l'urbanisation respectueuses d'une politique de développement durable.

Les zones NA du POS projetées autour des hameaux de Anziac, Anazac, Pierre Brune, Orcenac et Noliac présentent des surfaces constructibles supplémentaires, mais leur éloignement du centre bourg n'est donc pas favorable à de nouvelles extensions de ces zones. Il est même possible que certaines zones soient diminuées, à la demande des propriétaires titulaires de droits à construire acquis.

En effet les nouvelles politiques d'urbanisation initiées par les lois SRU et UH (qui sont confirmées par la dernière loi Grenelle Environnement) exigent de protéger d'avantage les zones agricoles et naturelles et les nouvelles politiques énergétiques cherchent à économiser les déplacements. Pour ces raisons la priorité sera donnée aux extensions situées dans la périphérie immédiate du bourg et à l'intérieur des zones déjà urbanisées.

Extension dans l'espace du centre bourg. La zone UB qui correspond aux extensions récentes du bourg présente encore des surfaces disponibles pour la construction qui permettraient de recevoir environ une cinquantaine de logements supplémentaires, cependant les contraintes archéologiques freinent les projets dans ces secteurs et de nombreux résidents souhaitent conserver des jardins autour de leur propriété. Ce potentiel est donc plus théorique que réel.

Il existe donc très peu de disponibilité. C'est une des raisons des extensions du secteur Sud.

Extension des hameaux.

Le POS a créé des zones NA (urbanisation future) autour des hameaux de Amviac Anazac Pierre Brune , Orcenac et Noliac.

Le classement en Uba permet de recevoir encore quelques constructions en nombre réduit du fait des contraintes topographiques et de la proximité des exploitations agricoles.

Ces classements seront conservés afin de préserver les droits à construire acquis et éviter ainsi toute injustice, tout en maintenant socialement le lien entre les générations. Les enfants construisent à proximité des parents ce qui évite la solitude en fin de vie et favorise la transmission intergénérationnelle des valeurs et expériences acquises.

3-Préserver l'identité rurale du territoire.

Quelle forme urbaine ?

Les formes du bâti traditionnel sont clairement définies sur le territoire communal : volumes simples et massifs des maçonneries, pentes douces des toitures, coloris sombre des façades.

Dans le bourg où le bâti est très dense l'architecture est plus atypique, mais elle assure la cohérence des éléments entre eux.

Quelques éléments d'architecture contemporaine, notamment des bâtiments publics, rompent avec les structures anciennes, mais sans perturbation grave.

Sur la base de ce constat les nouveaux bâtiments devront respecter cet « esprit ». Il ne s'agit pas de « geler » l'architecture mais de favoriser des formes urbaines et architecturales respectueuses de leur environnement immédiat et du contexte local. Hors ZPPAUP, dans les zones excentrées du bourg, des architectures contemporaines pourront être acceptées, sous réserve d'une cohérence de continuité avec le bâti existant.

Le rapport de présentation du POS avait déjà mis en avant la nécessité de préserver le caractère rural de la commune :

« Le certain caractère rural des bourgs existants devra donc être préservé dans les extensions, faute de quoi les candidats préféreront s'éloigner davantage encore pour trouver ce cadre de vie.

Le mieux serait donc que ces extensions se fassent par petites unités, que le lotissement banal soit banni, de même que les tracés et aménagements de voirie de caractéristiques trop urbaines.

L'architecture elle-même doit s'attacher à l'unité d'expression autour de thèmes très simples, matériaux, toitures, couleurs. L'implantation, l'intégration au site devraient être le souci majeur des constructeurs (adaptation au sol, plantations, clôtures ...). »

Une ZPPAUP (Zone de protection du patrimoine architectural urbain et paysager) a été instituée le 26 avril 1999. Ce document qui comporte des prescriptions particulières en matière d'architecture et de paysage sur un secteur qui débord largement le centre bourg n'est pas remis en question.

Cependant compte tenu de la loi Grenelle 2 du 12 Juillet 2010 la ZPPAUP devra être remplacée par une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AMVAP) dans un délai de 5 ans à compter de l'entrée en vigueur de cette loi. Jusqu'à ce que cette substitution soit opérée, la ZPPAUP continue à produire ses effets de droit.

4 Protéger l'activité agricole

Quelle politique de préservation de gestion et de valorisation des espaces agricoles ?

Une étude diagnostic réalisée par l'ADASAE a permis d'identifier les enjeux concernant l'activité agricole.

De cette étude il ressort la nécessité :

- de Protéger les sièges d'exploitations (su de delà de 50 ou 100 mètres par rapport aux zones urbanisées).
- d'éviter le morcellement des terres,
- de permettre la circulation des animaux et d'assurer le regroupement des pacages autour des bâtiments,
- d'assurer une surface suffisante pour le fourrage, les droits (proportionnels à la surface exploitée) et les surfaces d'épandage.
- de préserver l'accès aux parcelles,
- de maintenir les circulations agricoles.

5 Agir pour la qualité de l'environnement

Quelle politique de préservation de gestion et de valorisation des espaces naturels ?

Ces dernières années, l'accélération de l'urbanisation et avec ce phénomène l'extension de l'étalement urbain, a entraîné une consommation supplémentaire des ressources naturelles, sans grande valeur agronomiques. Les élus, en conformité avec la loi du Grenelle de l'environnement, souhaitent protéger les terrains agricoles de forte qualité.

Une logique de développement doit veiller à une utilisation raisonnée de ces ressources et assurer leur protection (zone N)

Ressources naturelles en eau

Les ressources naturelles en eau, sont actuellement protégées par des servitudes d'utilité publiques (périmètres AS1).

Prise en compte des enjeux forestiers

Sur la commune, la surface couverte par la forêt s'élève à 750 hectares (taux de boisement 18,5 %)

Protection des zones aquatiques

Ruisseaux avec SIGALA

Efficacité de l'assainissement :

Étude de l'amélioration de fonctionnement de la station d'épuration d'Orcenac

- Sécurisation des réseaux d'assainissement
- Diminution de l'entrée d'eaux parasites
- Maintien du bon fonctionnement des petites stations d'épuration des villages
- Protection des zones non assainies par adhésion au SPANC

La commune de SAINT PAULIEN a lancé les travaux de construction d'une station de type « boues activées, filtres plantés de roseaux » de capacité nominale 1 900 équivalent-habitants. Ce projet a fait l'objet d'un accord de la police de l'eau.

Le site retenu pour les futurs ouvrages de traitement des eaux usées sera situé sur la parcelle n°1 81 de la section cadastrale BE (vers le village d'Orcenac) sur lequel se trouve déjà la station d'épuration existante.

Protection des milieux humides et ZNIEFF

Le zonage et le règlement d'urbanisme favorisera la protection du milieu nécessaire à la survie des espèces faunistiques et floristiques observées dans certains secteurs classés en ZNIEFF.

La survie de ces espèces est en général intimement liée à leur milieu aquatique et à la ripisylve qui les accueillent. Ces secteurs ne seront pas urbanisés.

Site du Grand Lac

La remise en eau de la zone humide du Grand Lac a été réalisée avec la participation de la Ligue de Protection des Oiseaux.

Cet aménagement, comme celui du lieu dit "le Chaland" fait partie du projet de trame verte et bleue, favorisant la biodiversité, défini par la loi sur le Grenelle de l'environnement. Si nécessaire, cette trame verte sera agrandie grâce à la création de Zones Agricoles Protégées.

Cougeac

Une partie de la ZNIEFF sera protégée sauf pour celle qui a reçu l'autorisation d'exploiter une carrière d'argile pour une période de trente ans à compter du 18/03/2009.

Secteur Montaigut situé au Nord du moulin de Blanzac

La commune de St Paulien est concernée par une petite partie située au Nord-Est de la Znieff. Ce secteur sera interdit à la construction.

Secteur situé en limite de commune sur Saint-Vincent.

Aucune extension de l'urbanisation ne sera autorisée à l'Est du hameau de Chassaleuil.

Gestion des déchets

La commune est partenaire d'une gestion des déchets respectueuse de l'environnement avec tri sélectif.

- ✓ Déchets verts = commune (EA)
- ✓ Plastiques = collecte annuelle des plastiques agricoles
- ✓ Ecopoints

- 3 en place + 1 déchetterie
- Etude de l'évolution du nombre d'ecopoints en partenariat avec le Sictom

Energies renouvelables

L'utilisation des énergies douces (notamment par l'intégration de panneaux solaires dans les constructions déjà prévue dans le règlement du POS) doit être maintenue.

Protection de la flore et de la faune : Natura 2000

Le secteur nord-est de la commune, au dessus du hameau de Chavagnac appartient à la zone de protection spéciale Natura 2000 de la vallée de la Loire (ZPS).

L'intégration d'un site au sein du réseau Natura 2000 n'entraîne pas la limitation des activités pour autant qu'elles demeurent compatibles avec le maintien de la qualité de l'environnement et n'affectent pas l'intégrité de la zone, des habitats naturels ou les objectifs de conservation des espèces.

Le décret 2005-808 du 27 mai 2005 a modifié le Code de l'Urbanisme en imposant une évaluation environnementale pour les documents d'urbanisme dans les conditions portées à l'article R 121-14 et suivants du Code de l'Urbanisme.

Elle est obligatoire notamment pour les « plans locaux d'urbanisme permettant la réalisation de travaux, ouvrages ou aménagements mentionnés à l'article L 414-4 du Code de l'Environnement. Cet article mentionne les programmes ou projets de travaux, d'ouvrages et d'aménagements soumis au régime d'autorisation ou d'approbation administrative, et dont la réalisation est de nature à affecter de façon notable un site Natura 2000...

La commune de Saint Paulien est située à la sortie Nord du bassin du Puy entre les plateaux du Devès et de Craponne.

Son territoire est proche des gorges de la Loire situées à l'Est. Ce secteur est resté relativement sauvage et présente une mosaïque de milieux très variés et remarquables (milieux forestiers, agricoles, aquatiques, rupestres). Cette association de milieux a permis de créer des zones refuges pour les oiseaux.

La commune est ainsi concernée par la zone de protection Natura 2000 référencé FR 8312009 dont le but est d'assurer la protection d'un secteur situé au Nord-Est du territoire communal.

La commune d'une superficie de 4063 ha (< à 5000 ha), accueille 2182 habitants (< à 10 000 habitants). Les zones prévues pour une extension d'urbanisation pour l'habitat et pour les activités économiques sont inférieures à 200 ha. En conséquence la commune n'entre pas dans les critères prévus au paragraphe II de l'article R 121-14.

En vertu du paragraphe II 1°, la présence d'un site Natura 2000 pourrait nécessiter une analyse environnementale du PLU seulement si l'incidence sur le site Natura 2000 était jugée notable.

Le site Natura 2000 est situé sur une zone qui ne fait l'objet d'aucun projet d'aménagement majeur susceptible d'affecter les milieux naturels. Le Nord du hameau de Chavagnac à la limite Sud de la zone ne fera l'objet d'aucune possibilité d'extension.

Maintenir et favoriser la biodiversité dans les espaces verts urbains (quartiers anciens, espaces publics, lotissements et zones d'activité). Les plantations d'espèces locales et feuillues devront être privilégiées autant pour les aménagements publics que privés.

Urbanité et biodiversité

L'observation récente de l'évolution des milieux périurbains et urbains ont montré que la ville étalée était bien plus favorable à la biodiversité que les grandes étendues consacrées aux monocultures.

Habiter en maison individuelle avec un jardin correspond aux souhaits d'une majorité de famille et a plus forte raison en zone rurale.

Risques naturels

Malgré certains risques identifiés inondations, mouvements de terrains, gonflements d'argiles, il n'existe aujourd'hui aucun Plan de Prévention des Risques Naturels sur la commune.

Au moment de la réalisation du Plan Local d'Urbanisme, les documents identifiants ces risques sont informatifs et n'ont pas de valeur réglementaire.

Cependant quelques recommandations générales sont énoncées relatives aux aménagements possibles.

6 Protéger et mettre en valeur les éléments archéologiques

La commune de St Paulien conserve un riche patrimoine archéologique aussi bien en élévation qu'enfouï qui témoigne d'une occupation humaine du site aux époques gallo-romaines et médiévales

Ce site est de première importance sur le département de la Haute-Loire ; en effet, Ruessium était la capitale du Velay à l'époque gallo-romaine.

Il convient également de noter l'intérêt d'un oppidum de 10 hectares environ situé à côté du village de Marçilhac qui ne bénéficie aujourd'hui d'aucune protection spécifique. Il serait souhaitable de prévoir un classement permettant à la commune d'acquiescer grâce au droit de préemption les terrains concernés par ce site.

7 Politique de mixité sociale

La loi 2006-872 du 13 juillet 2006, portant engagement national pour le logement, a institué une nouvelle disposition en faveur de la mixité sociale dans l'habitat : les PLU peuvent désormais "délimiter des secteurs dans lesquels, en cas de réalisation d'un programme de logements, un pourcentage de ce programme doit être affecté à des catégories de logements locatifs qu'il définit ans le respect des objectifs de mixité sociale".

Les discours sur la mixité sociale posent le principe d'une ville plus ouverte, plus hétérogène et plus égalitariste. Cette conception repose sur l'idée, selon laquelle la coexistence de plusieurs couches sociales sur un même lieu favoriserait la cohésion sociale. La réponse politique a été apportée en 2000 avec la loi SRU par l'imposition de construction de plus de logement social dans les villes de plus de 50 000 habitants qui n'en possédaient pas assez.

Une offre de logements diversifiée.

Saint Paulien jouissant déjà de nombreux logements sociaux, souhaite poursuivre la politique de mixité sociale comme précédemment, c'est-à-dire en favorisant des organismes HLM dès l'instant où ils acquièrent et réhabilitent des immeubles inoccupés situés dans le bourg de Saint Paulien.

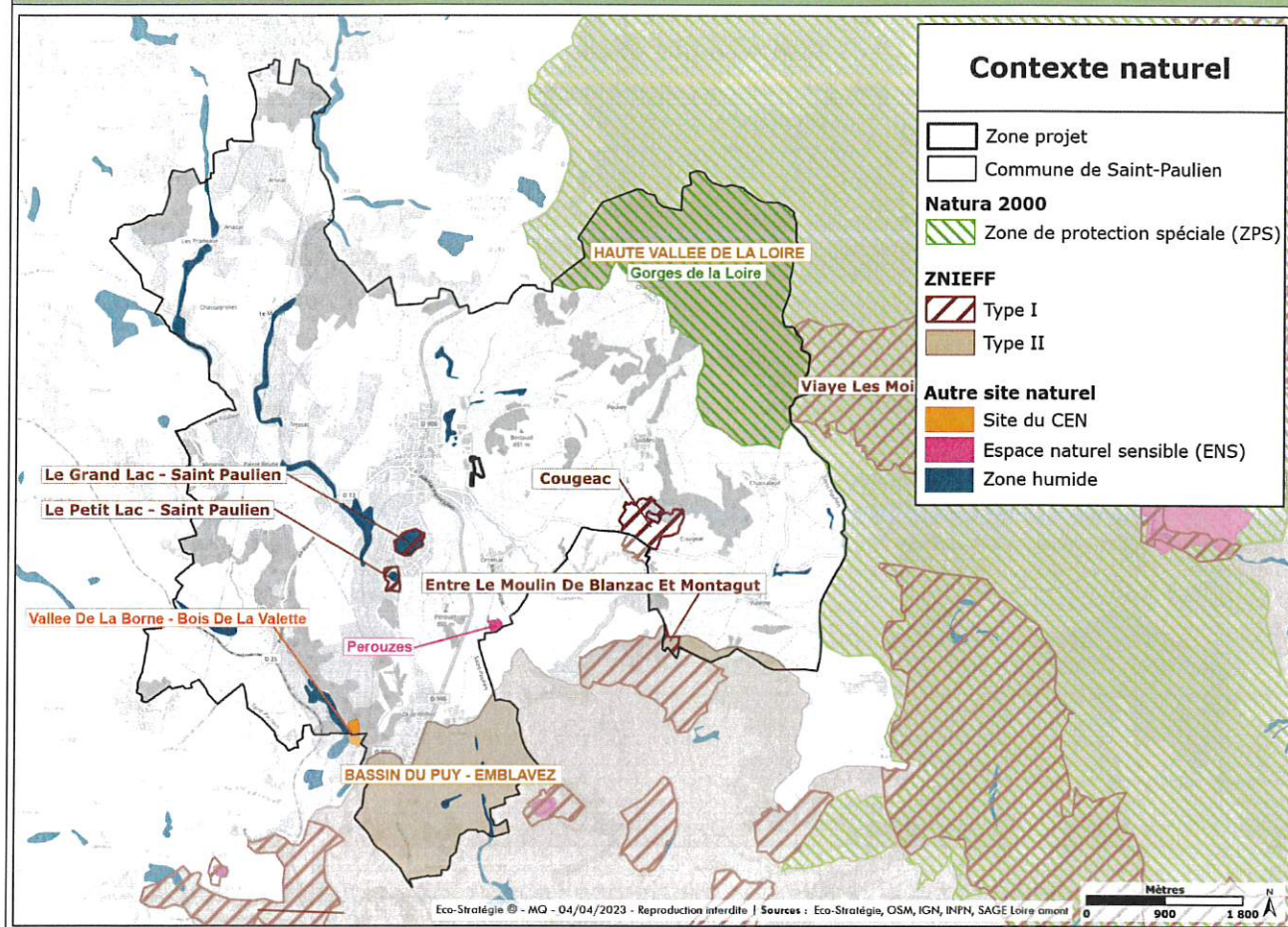
La proximité et la connaissance fine des populations accueillies permettent de constater que dans les différents lotissements du secteur du Lac (lotissements du lac, du petit lac et du grand lac), la mixité sociale est parfaitement respectée. Retraités, actifs, et demandeurs d'emploi se côtoient, Français de souche ou non, d'autres de différentes nationalités, des propriétaires et des locataires. Le « Foyer vellave » possède également plusieurs logements sur ces lotissements.

8-Favoriser le développement économique local

La commune possède une zone artisanale à l'entrée Sud de son territoire. Cette zone qui est en passe d'être totalement remplie doit être complétée par une deuxième zone située plus au Sud dans le cadre du projet intercommunal « Croix de la Dame » associant la commune de Borne.

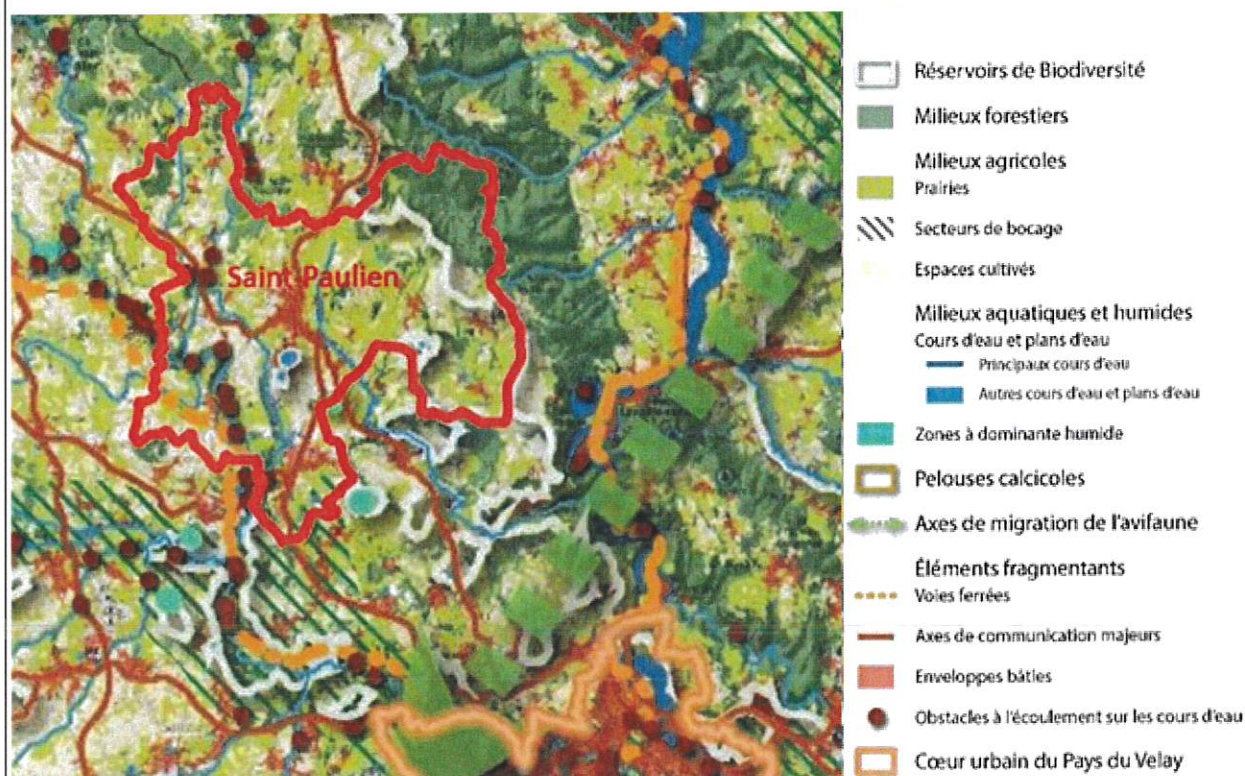
Le Plan Local d'Urbanisme intégrera le zonage approprié nécessaire à l'aboutissement de ce projet pour lequel une première phase d'étude a été réalisée.

ANNEXE 5 - Cartographie du contexte naturel de la commune

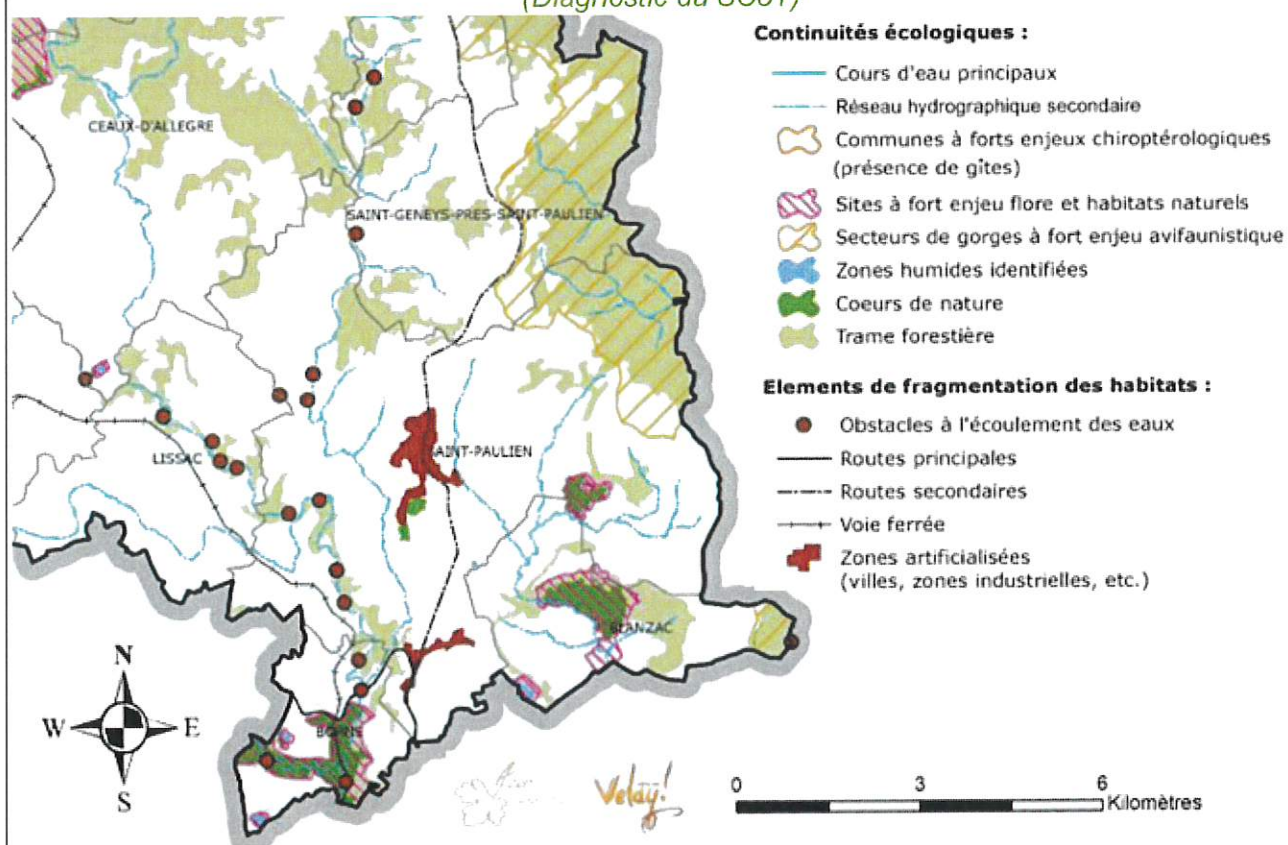


ANNEXE 6 – Cartographie de la Trame verte et bleue du SCoT du Pays du Velay

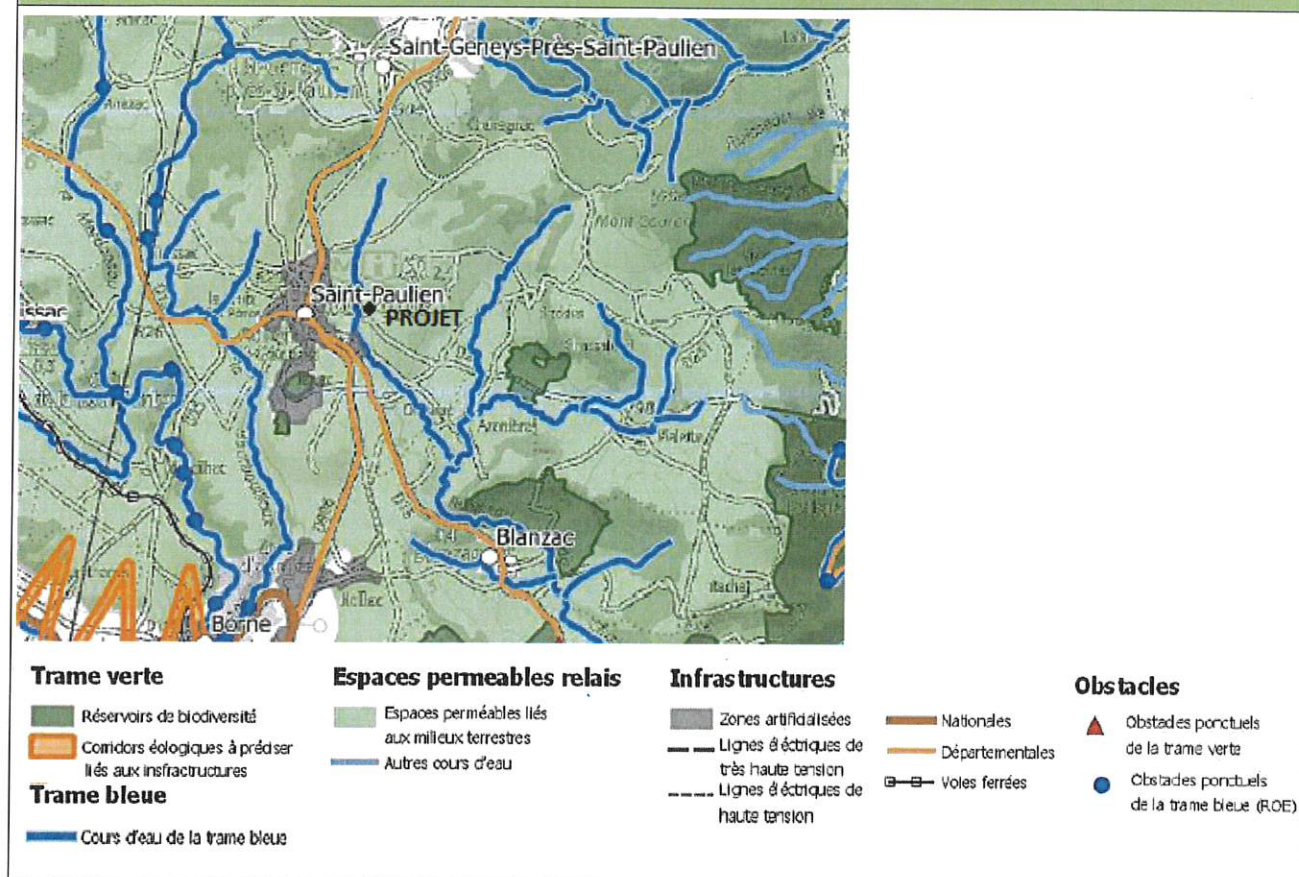
Trame verte et bleue du Pays du Velay



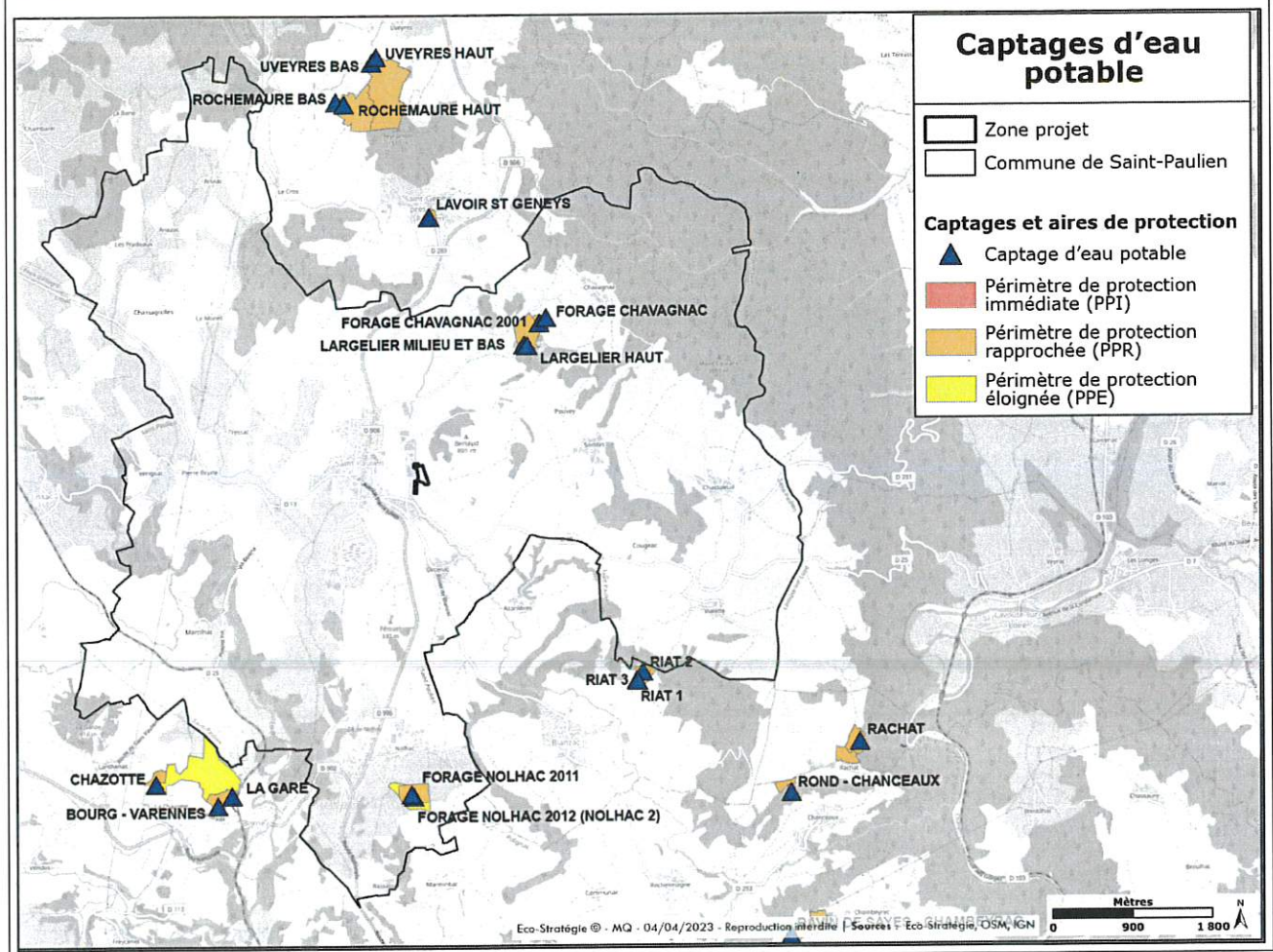
Zoom à l'échelle de la CC des Portes d'Auvergne : enjeux écologiques, fragmentation des habitats (Diagnostic du SCoT)



ANNEXE 7 – Extrait de la cartographie de la Trame verte et bleue du SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes, 2018



ANNEXE 8 – Carte des captages d'eau potable



9. Engagement et signature			
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus			
(personne publique responsable)			
Fait à	Saint-Paulien	le	28/04/2023
Nom	VINCENT	Prénom	Marie-Pierre
Qualité	Maire		
Signature			
